



Cuba: contact direct permanent entre les élus et leurs électeurs



Par María Josefina Arce.

Depuis la constitution en 1976 des Organes du Pouvoir Populaire dans les 169 communes des 14 provinces qui existaient à l'époque et dans la municipalité spéciale de l'île de la Jeunesse, la tenue d'assemblées de compte-rendu des délégués ou conseillers municipaux avec leurs électeurs est une pratique courante. Elles ont pour but de connaître les problèmes et de leur trouver une solution.

Le second cycle d'Assemblées de la 15e période de mandat , correspondant à la Huitième Législature de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire, qui s'est installée en février dernier, se déroule actuellement.

Les provinces de Pinar del Río, de La Havane et de Ciego de Ávila sont d'ores et déjà plongées dans ce processus. Les autres s'y joindront progressivement dont les nouvelles provinces de Mayabeque et d'Artemisa où cet organe de pouvoir est perfectionné.

Le contact direct et permanent avec les électeurs est le principal devoir des délégués qui



représentent au sein de l'Assemblée Municipale ceux qui les ont élus, qui trouvent par cette voie des solutions aux problèmes qu'ils posent

C'est un processus auquel le peuple participe activement car le délégué est la voix de tous les citoyens qui, veillent à ce la personne qu'ils ont élue ne les déçoive pas et à ce qu'elle travaille bien et avec décision.

C'est pourquoi, les assemblées de compte-rendu sont aussi une forme de scrutin du travail du représentant élu démocratiquement par les citoyens aux urnes et qui base sa gestion sur un sens profond du dévouement et du désintéressement, car ils sont bénévoles, ils ne touchent pas un seul centime.

C'est un processus qui renforce l'essence démocratique de la Révolution qui rend possible une participation plus directe des citoyens à la direction des questions de l'État et de toutes les activités de la société.

Aussi bien le premier que le second cycle des assemblées de compte-rendu ont une importance spéciale car ils ont lieu au moment où notre pays est en train d'appliquer les Grandes Lignes de la Politique Économique et Sociale du Parti Communiste et de la Révolution.

Ces réunions promeuvent aussi le débat sur l'action collective qui est nécessaire dans les quartiers et les communautés pour combattre les délits, la corruption et les illégalités qui portent atteinte aux acquis de la Révolution et qui entravent la progression vers un socialisme prospère et soutenable.